

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 22 MAI 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA,
Stratège en chef du marché

D'excellentes attentes inflationnistes – Partie I

« L'inflation est aussi violente qu'un agresseur, aussi effrayante qu'un voleur armé et aussi mortelle qu'un tueur à gages. »

– Ronald Reagan

Le fil conducteur : La semaine dernière, les indices des prix pour les ménages et les entreprises aux États-Unis ont signalé une hausse de l'inflation qui a fait monter d'un cran les taux obligataires et la nervosité des investisseurs. De nombreux observateurs du marché ont été surpris que la hausse ne se soit pas produite plus tôt, étant donné le choc énergétique qui dure depuis quelques mois, qui s'est ajouté à la rigidité des coûts créée par les changements apportés l'an dernier aux tarifs douaniers, ainsi qu'aux politiques commerciales et d'immigration. L'inflation et les taux d'intérêt (taux obligataires) sont étroitement liés. Cependant, ils sont influencés par des facteurs différents et la façon dont ils interagissent comporte d'importantes nuances. Cette semaine, nous faisons un examen approfondi de l'inflation. La semaine prochaine, nous examinerons de plus près les marchés des titres à revenu fixe et la façon dont ils absorbent l'offre accrue et les changements dans les données fondamentales.

Inflation : temporaire ou tenace?

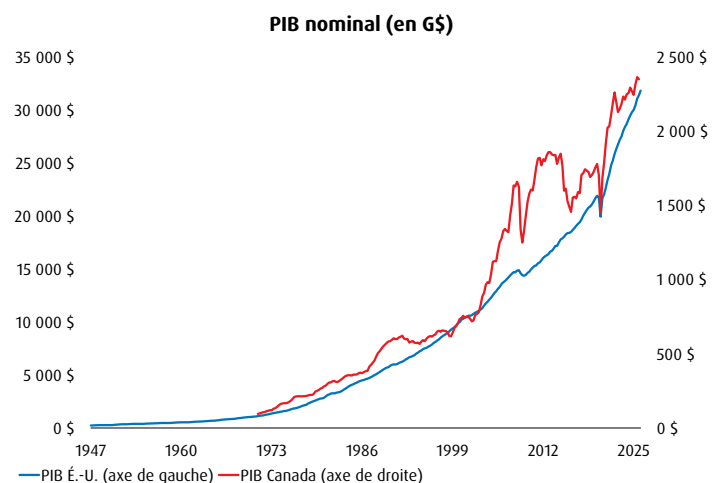
Comme les choses peuvent changer en quelques jours de bourse! La semaine dernière, les actions ont atteint de nouveaux sommets, stimulées par la croissance des bénéfices au premier trimestre, qui a été beaucoup plus forte que prévu initialement ([Perspectives – stratégie hebdomadaire : le point sur les bénéfices du premier trimestre](#)), ainsi que par l'optimisme soulevé par les transformations qu'engendre la révolution de l'IA. Cette semaine, l'inquiétude suscitée par la hausse rapide des taux obligataires et les réactions éventuelles des banques centrales mondiales ont retenu l'attention.

Au début de l'année, la plupart des stratèges pensaient que le Federal Open Market Committee (FOMC) des États-Unis pourrait reprendre ses réductions de taux d'intérêt d'ici la fin de l'année à la lumière des progrès réguliers de l'économie et de l'inflation. Cependant, la guerre au Moyen-Orient et ses répercussions sur les prix de l'énergie ont assombri ces perspectives. Les stratèges avaient de la difficulté à déterminer si le conflit entraînerait une flambée des prix de l'énergie, suivi d'un repli relativement rapide, ou s'il engendrerait des hausses de coûts plus pernicieuses pour un éventail plus large de biens et de services. (On s'est aussi demandé si cela avait vraiment de l'importance pour l'Amérique du Nord, un exportateur net d'énergie, par rapport à l'Europe et l'Asie du Sud-Est, qui dépendent davantage des importations d'énergie.)

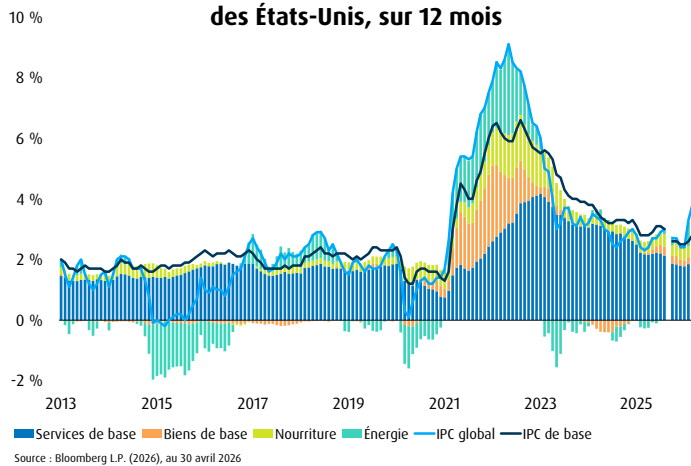
Pour les investisseurs et les décideurs, déterminer si un événement économique particulier entraînera une inflation temporaire ou durable a toujours été un exercice délicat. **Cinq des sept derniers printemps ont été marqués par un choc ponctuel qui aurait pu facilement mener à une inflation durablement plus forte** (COVID-19 en 2020, invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, effondrement de Silicon Valley Bank en 2023, jour de la libération en 2025 et guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran cette année). L'inflation a effectivement bondi à des sommets

inégalés en plusieurs décennies dans le sillage de la pandémie avant de retomber pour s'établir à de faibles taux à un chiffre ces dernières années. Pour les consommateurs, le ralentissement de l'inflation ne change pas grand-chose : la hausse est plus lente à partir d'un niveau absolu des prix beaucoup plus élevé, un facteur aggravé par la récente envolée des prix à la pompe.

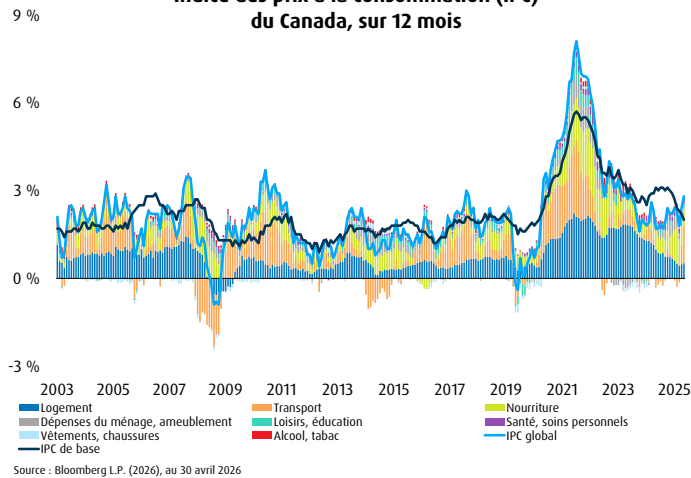
En revanche, du point de vue des investisseurs, le PIB a grimpé malgré les entraves répétées et les hausses de prix ont ralenti aux États-Unis et au Canada (bien qu'elles se soient stabilisées à des niveaux plus proches des moyennes à très long terme que ceux anormalement bas observés pendant la pandémie de COVID-19). Les taux de rendement des titres à revenu fixe (illustrés ici par celui des obligations du Trésor américain à 10 ans) sont restés dans une fourchette relativement étroite, même après la hausse de la semaine dernière.



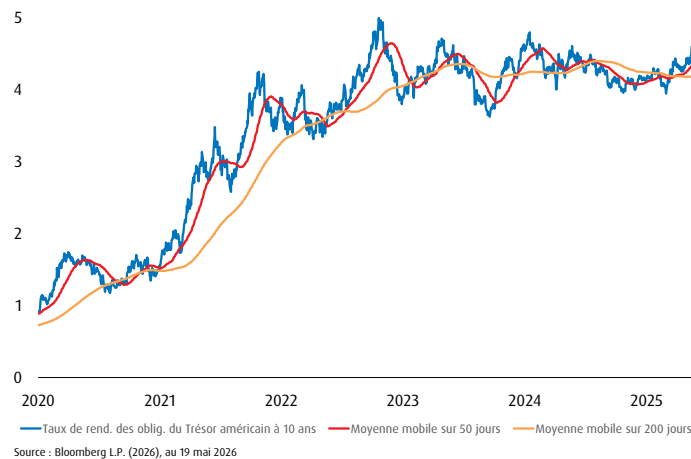
Indice des prix à la consommation (IPC) des États-Unis, sur 12 mois



Indice des prix à la consommation (IPC) du Canada, sur 12 mois



Taux de rend. des oblig. du Trésor américain à 10 ans (%)



L'inflation est une mauvaise nouvelle

La simple mention de l'inflation fait peur aux investisseurs. Cependant, une inflation modérée peut être une bonne chose pour le système économique, car elle confère aux entreprises un pouvoir de fixation des prix et la capacité d'augmenter les salaires de leur main-d'œuvre au fil du temps.

Les marchés boursiers et obligataires voient l'inflation un peu différemment. L'important pour les investisseurs en actions, c'est la croissance et les marges (**rendement du capital investi**). Des prix de vente plus élevés assortis de marges stables peuvent accélérer la croissance des bénéfices. Et l'important pour les investisseurs en obligations, c'est la solvabilité et le maintien de leur pouvoir d'achat (**remboursement du capital**). Les acheteurs d'obligations se soucient également des raisons pour lesquelles les taux fluctuent. Est-ce par exemple à cause d'une forte croissance interne ou de la demande excédentaire d'émissions qui nécessite des taux de rendement plus élevés pour attirer les acheteurs? Ils comprennent également les dangers de l'inflation, qui gruge le pouvoir d'achat minute par minute (p. ex., un dollar de cette année vaudra 0,97 \$ l'année prochaine). Par conséquent, la perspective d'une inflation plus forte que les taux de rendement actuels, ou plus durable, les rend nerveux.

Incidence de l'inflation sur les prix et les taux d'intérêt

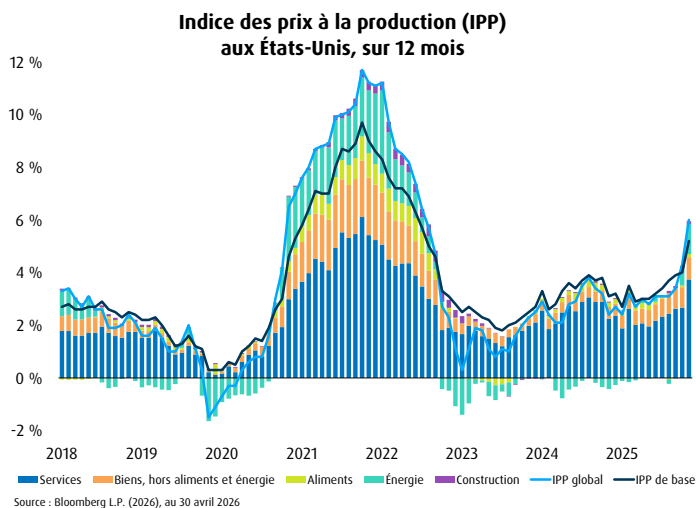
La répercussion de l'inflation sur les prix n'est généralement pas simple. Des facteurs comme la position sur le marché, la fidélité de la clientèle (ou la compréhension de sa lassitude face aux hausses de prix précédentes), la capacité de compenser les coûts en améliorant l'efficacité ailleurs ou le désir de gagner des parts de marché entrent tous en ligne de compte lorsque les entreprises décident dans quelle mesure répercuter les hausses sur les clients et les consommateurs. Les entreprises touchées par les tarifs douaniers l'an dernier avaient plusieurs options : absorber les droits, négocier avec les fournisseurs, augmenter les prix ou une combinaison de toutes ces solutions. Elles pouvaient également choisir de tout faire immédiatement ou graduellement. Lorsque les tarifs douaniers ont été abaissés, ces mêmes entreprises pouvaient décider de revenir ou non aux prix qu'elles pratiquaient avant l'imposition des tarifs. Chacune de ces décisions a une incidence sur la tendance et le niveau de l'inflation globale déclarée.

De même, l'incidence de l'inflation sur les taux d'intérêt est rarement égale. Les taux d'intérêt à court terme reflètent généralement les attentes à l'égard de la politique des banques centrales (maintien, baisse ou hausse des taux). Ces attentes peuvent à leur tour être influencées par une vigueur ou une faiblesse inattendue (ou un changement de tendance) des relevés de l'inflation.

Inflation au temps présent

La volatilité des cours des actions et des obligations cette semaine donne à penser que les investisseurs sont de plus en plus nerveux au vu des récents relevés de l'inflation qui, du moins aux États-Unis, ont signalé une hausse des prix (au Canada, le rapport publié mardi a fait état d'un ralentissement inattendu de l'inflation). Diverses composantes sont responsables, notamment l'énergie, dont les prix ont augmenté à l'échelle mondiale. Les résultats sont indéniables, surtout au niveau des prix à la

production (voir le graphique). Il s'agit des prix pratiqués entre entreprises qui pourraient ou non finir par être répercutés sur les consommateurs. Par exemple, comment gérer une hausse du coût de l'aluminium (attribuable aux tarifs douaniers) et du transport (hausse du prix du diesel) qu'un fabricant de boissons gazeuses paie pour chaque canette produite.



À part l'énergie, les tarifs douaniers et les coûts liés à la restructuration des chaînes d'approvisionnement, le rythme frénétique de l'expansion de l'intelligence artificielle (IA) exerce des pressions sur les marges. Les dépenses augmentent en raison de l'offre limitée de matériaux de construction, de main-d'œuvre qualifiée, d'infrastructures énergétiques et de puces de semi-conducteurs, alors qu'on prévoit des investissements de près de trois quarts de billion de dollars. Les fabricants de puces mémoire consacrent une part de plus en plus importante de leur production aux centres de données, au détriment des téléphones, tablettes et ordinateurs personnels et de milliers d'autres utilisations qu'ils appuient habituellement. Cela s'apparente à la façon dont les fabricants de puces ont redirigé la production destinée aux entreprises du secteur de l'automobile vers les ordinateurs personnels et les jeux vidéo pendant la pandémie. (Vous souvenez-vous des concessionnaires automobiles vides, alors que les voitures d'occasion coûtaient plus cher que les voitures neuves?) **Ces déséquilibres risquent d'exercer des pressions sur les prix et de freiner l'activité à court terme, ce qui causera l'effolement des investisseurs. Nous nous attendons toutefois à ce que ces facteurs favorisent la désinflation à long terme à mesure que la capacité sera mise en service, que les processus d'entreprise seront remaniés et que les avantages de la transformation technologique s'enracineront.**

Que fera Kevin Warsh (le nouveau président de la Fed)?

Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus de la façon dont la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque du Canada et d'autres banques centrales réagiront à la hausse des prix. À l'extérieur de l'Amérique du Nord, les défis seront sans doute plus importants en raison des perturbations dans l'offre de pétrole et de produits dérivés, en plus des problèmes de la chaîne d'approvisionnement liés à la fermeture du détroit d'Ormuz. Par conséquent, de nombreuses banques centrales envisagent activement des hausses de taux. **Bien que les prix de l'énergie soient un facteur pour le Canada et les États-Unis, nous restons d'avis que les goulots d'étranglement entravant la croissance finiront par être le défi le plus important.**

Parallèlement aux préoccupations liées à l'inflation, les investisseurs en titres à revenu fixe se méfient aussi de plus en plus des besoins d'emprunt et des ratios d'endettement croissants de pays comme les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. Lors de récentes adjudications dans ces pays, les justiciers des obligations ont exigé des taux de rendement plus élevés pour la détention de titres à long terme.

Aux États-Unis, le nouveau président de la Fed, Kevin Warsh, a vu sa nomination confirmée cette semaine, mais il n'a pas encore dirigé sa première réunion du FOMC ni tenu de conférence de presse. **Les investisseurs suivront ses premiers pas, l'écouteront et tireront des observations prudentes alors que M. Warsh composera avec un FOMC de moins en moins enclin à réduire les taux à court terme et avec la Maison-Blanche qui est au contraire déterminée à faire pression sur la banque centrale pour qu'elle procède à des réductions importantes.** L'ancien président, Jerome Powell, restera un membre votant du FOMC, ce qui compliquera davantage la capacité de Wall Street à faire des prédictions.

Au cours du processus de mise en candidature, M. Warsh a présenté ses convictions : moins d'indications prospectives, une réduction du bilan de la Fed, l'acquisition d'ensembles de données révisés et moins de commentaires publics de la part des membres. Reste à savoir si les marchés seront satisfaits de cette information réduite, surtout si les diverses données entrées et méthodologies de prise de décision changent.

Répercussions pour les investisseurs

Les marchés pourraient facilement être malmenés à court terme par des manchettes imprévues ou des messages sur les réseaux sociaux maintenant que la période de publication des résultats est presque terminée, que les membres du Congrès se lancent dans la campagne électorale et que les longues journées estivales ensoleillées (espérons-le) approchent. Les investisseurs surveilleront de près le nouveau président de la Fed, pour savoir comment il dirigera la nouvelle équipe tout en orchestrant la politique de taux d'intérêt et en communiquant les décisions. **Les observateurs ont récemment commencé à prendre en compte la possibilité de hausses des taux, même si le nouveau président de la Fed sera talonné par la Maison-Blanche, qui veut des réductions. Nous ne croyons pas que les taux seront relevés, mais nous nous attendons à ce que la banque centrale reste sur la touche pendant une longue période,** le temps que la situation de l'inflation et les intentions du nouveau président se précisent.

Nous prévoyons que les investisseurs oscilleront entre optimisme fondamental à l'égard de l'IA et des actions et nervosité liée à la liste habituelle de préoccupations, y compris une inflation qui semble résolument élevée pendant plus longtemps. Nous ne serions pas surpris de voir les taux et la volatilité augmenter à court terme et s'allongeront pas la durée (c'est-à-dire détenir la majeure partie du portefeuille à revenu fixe dans des instruments à long terme). Les actions, en particulier celles à petite et à moyenne capitalisation, ont historiquement constitué une bonne couverture contre l'inflation plus élevée que prévu, compte tenu de leur capacité à évoluer plus rapidement en substituant les données d'entrée et en simplifiant les processus.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Les prix à la consommation ont augmenté moins que prévu au

Canada – En avril, les prix à la consommation au Canada ont augmenté de 0,4 %, ce qui a fait passer le taux d'inflation global de 2,4 %, le mois précédent, à 2,8 %. L'IPC hors essence a augmenté exactement de 2,0 % par rapport à l'année dernière, de sorte que tout écart à la hausse de l'inflation peut être attribué exclusivement à la situation à la pompe.

Une petite nouvelle encourageante : les prix des aliments ont légèrement baissé en avril, ramenant leur hausse annuelle de 4,4 % à 3,8 %, après un sommet récent de 5,0 %. Dans le même ordre d'idées, la hausse annuelle des loyers est passée de 4,2 % à 3,6 % en glissement annuel, ce qui représente la plus faible augmentation enregistrée depuis plus de quatre ans, et d'autres mesures d'allègement sont à venir. La hausse des prix de l'énergie risque de maintenir l'inflation à un niveau élevé à court terme, mais la croissance économique globale du Canada demeure faible. *Selon Études économiques BMO, une hausse de taux de la Banque du Canada n'est pas justifiée.*

La situation morose du marché immobilier canadien persiste – Les ventes de maisons existantes au Canada ont augmenté de 0,7 % en avril par rapport au mois précédent, après désaisonnalisation, mais personne ne va y voir un signe de reprise sur un marché immobilier morose.

Les ventes demeurent de 4 % inférieures aux niveaux de l'an dernier et d'environ 10 % inférieures aux niveaux normaux d'avril. Maintenant que les nouvelles inscriptions augmentent légèrement, l'équilibre des ventes s'est encore davantage retourné contre les vendeurs et les prix ont reculé un peu plus. Un léger fléchissement supplémentaire des prix pourrait bien être exactement ce qu'il faut pour que le marché immobilier canadien retrouve pleinement son niveau d'accessibilité habituel. Les prix continuent de baisser dans la majeure partie de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, tandis qu'ils augmentent dans une grande partie du reste du pays.

Des signes de reprise dans le secteur manufacturier américain –

Après plus de deux ans de récession technique, le secteur manufacturier américain a repris des couleurs. Les indices composés ISM des directeurs d'achats du secteur manufacturier se sont maintenus au-dessus de 50 au cours des quatre premiers mois de l'année. Les derniers rapports de l'ISM et de l'Empire State Manufacturing ont mis en évidence une vigueur persistante des nouvelles commandes, ce qui a stimulé les taux d'utilisation des capacités et amélioré la confiance au sein du secteur. Lors des téléconférences sur les résultats du premier trimestre, les entreprises de camionnage ont évoqué des perspectives en amélioration, qui s'annonçaient solides sans pour autant être particulièrement vigoureuses. Le thème selon lequel les sociétés se concentrent sur des projets de moindre envergure tout en reportant leurs projets d'investissements plus importants a été maintes fois évoqué lors des téléconférences sur les résultats. La hausse des coûts est un

thème récurrent dans les dernières enquêtes menées auprès du secteur manufacturier. On peut donc avancer que la reprise des commandes s'explique par les craintes inflationnistes liées au conflit au Moyen-Orient et par l'anticipation des nouveaux droits de douane imposés par l'administration Trump, alors que l'ISM jugeait les stocks des fabricants « trop bas ». Les dépenses liées à l'intelligence artificielle ont soutenu le secteur manufacturier. Dans le secteur du transport routier, le fret sur remorque plateau a connu un essor particulier, notamment grâce aux livraisons destinées aux nouveaux sites de centres de données. Pour l'instant, il faudra sans doute attendre une plus grande stabilité sur les plans commercial et géopolitique avant que les premiers signes de reprise observés aujourd'hui ne débouchent sur une reprise généralisée du secteur manufacturier.

La semaine prochaine

Une multitude de données importantes sur l'économie seront publiées dans les rapports sur le PIB des États-Unis (jeudi) et du Canada (vendredi). On peut s'attendre à ce que l'indicateur d'inflation préféré de la Fed (du moins de la Fed de Powell), à savoir les enquêtes sur les dépenses de consommation personnelle, soit publié jeudi.

Lundi 25 mai – Rien de prévu aux États-Unis, car les marchés sont fermés pour le Memorial Day | Rien de prévu au Canada

Mardi 26 mai – Indice des prix des logements Case-Shiller, confiance des consommateurs aux États-Unis | Ventes du secteur manufacturier au Canada

Mercredi 27 mai – Rien de prévu aux États-Unis | Ventes en gros au Canada

Jeudi 28 mai – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi, commandes de biens durables, ventes de nouvelles maisons, PIB, revenus/dépenses des particuliers, DPC aux États-Unis | États financiers de la BdC au Canada

Vendredi 29 mai – Stocks de détail et balance commerciale aux États-Unis | PIB au Canada

Fiche des données au 20 mai 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 20 mai 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 433	0,3 %	9,1 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	26 270	0,2 %	13,3 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	50 009	1,0 %	4,7 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 919	0,9 %	14,4 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	34 162	1,0 %	8,6 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 334	0,9 %	6,9 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	899	-1,8 %	17,3 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,2 %	-0,5 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,2 %	-0,8 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,2 %	-0,4 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,1 %	1,0 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		-0,3 %	-0,2 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,8 %	0,4 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,7 %	0,2 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,6 %	0,7 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	20 mai 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,59 %	4,37 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,59 %	3,54 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,99 %	5,01 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,10 %	3,04 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,77 %	2,52 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 20 mai 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	99,09	-0,2 %	0,8 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	0,0 %	-0,2 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	77 661,43 \$	-1,8 %	-11,4 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 544,19 \$	0,1 %	5,2 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	98,26 \$	-6,8 %	71,1 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

¹ AI data center boom squeezes consumer tech's chip supply - Fast Company (en anglais seulement)